

LES AUTOCHTONES

M. George S. Rideout (Moncton): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Tous les députés savent que le gouvernement veut aller de l'avant avec le projet de raccordement permanent. De nombreuses études ont démontré que la route transcanadienne, tant au Nouveau-Brunswick que dans l'Île-du-Prince-Édouard, doit être élargie et être dotée de quatre voies pour pouvoir absorber l'augmentation de la circulation. Il est inutile de construire un raccordement pour l'an 2000 alors que la construction de certaines routes remonte au moins à 1950.

Quand le ministre engagera-t-il les fonds nécessaires pour doter la transcanadienne de quatre voies au Nouveau-Brunswick?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, en cette période de fortes restrictions budgétaires, le gouvernement fédéral doit gérer son argent plus attentivement, mais il s'assurera de pouvoir respecter ses engagements envers les diverses régions du pays.

M. George S. Rideout (Moncton): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre suppléant. Le premier ministre McKenna a déclaré que sa population mourait en attendant l'amélioration de la route transcanadienne au Nouveau-Brunswick. En effet, les gens y meurent par douzaine et les accidents se comptent par milliers chaque année. Les manchettes sont révélatrices et j'en rappelle quelques-unes: «Cinq morts sur les routes en fin de semaine», «Les routes du Nouveau-Brunswick font encore deux victimes», «Un accident mortel entraîne la fermeture de la transcanadienne», «Une femme meurt dans un accident mettant en cause un autobus scolaire», «Une personne meurt dans une collision entre une auto et un camion» et, cette fin de semaine encore, il y a eu un autre décès. Quand donc le gouvernement assumera-t-il sa responsabilité à l'égard du pays et donnera-t-il une route à quatre voies au Nouveau-Brunswick?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, si le député examine attentivement les problèmes qu'il vient de soulever, il se rendra compte que c'est au gouvernement provincial qu'il devrait surtout faire part de ses préoccupations.

Questions orales

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Garth Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant des Finances.

La semaine dernière, nous avons appris que la TPS du gouvernement a rapporté 400 millions de dollars de plus que prévu en 90 jours seulement, un excédent substantiel pour une taxe qui était censée être fiscalement neutre.

Hier soir, le ministre des Finances a déclaré: «Les Canadiens en ont assez des augmentations de taxes.»

Voici ma question. Ceci signifie-t-il que mes électeurs peuvent espérer un répit pour les contribuables à revenus moyens? La TPS est-elle une vache à lait et, si oui, à qui va le lait?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, comme la plupart des contribuables à revenus moyens du Canada me l'ont dit, ils veulent que le gouvernement fédéral commence à rembourser ses dettes pour que leurs enfants puissent grandir, élever leurs familles et travailler dans un merveilleux pays.

Nous devons payer la dette que le gouvernement a accumulée avec les années. Nous vivons au-dessus de nos moyens. L'excédent sera donc versé dans un fonds de réduction du déficit. En réduisant le déficit, nous aurons moins d'intérêts à payer et nous n'aurons pas besoin de lever des taxes. C'est pour atteindre ce but très important que notre régime fiscal a été conçu.

* * *

LES LANGUES OFFICIELLES

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

La semaine dernière, Environnement Canada a fait parvenir à tous les foyers canadiens une brochure de 16 pages distribuée uniquement en français au Québec et en anglais ailleurs.

[Français]

Avec le résultat que les droits linguistiques de 800 000 francophones hors Québec ont été niés, et un nombre équivalent d'anglophones au Québec ont souffert d'une discrimination semblable.

Monsieur le Président, pourquoi Environnement Canada a-t-il ainsi ignoré la Loi sur les langues officielles?